

Texte de présentation de Louise Sicuro du Secrétariat des Journées de la culture au colloque Les arts et la ville le 21 octobre 2004.

Atelier : La participation citoyenne : une question d'interactions.

D'abord et avant tout, vouloir communiquer

J'ai intitulé ma présentation « D'abord et avant tout, vouloir communiquer » parce que je crois qu'avant même d'envisager l'interaction et la participation citoyenne, il faut qu'il y ait un authentique désir de communiquer, un désir d'altérité. Et je suis à mille lieux d'un discours de marketing qui se préoccupe de la circulation des idées et des produits dans un marché. Vouloir communiquer, c'est chercher à partager avec l'autre ce que nous vivons, ce qui nous touche ou ce qui nous ennuie, ce qui nous emballe, ce que nous pensons et, en définitive ce que nous sommes et ce que nous pouvons être, individuellement et collectivement.

Je suis convaincue que la volonté de communiquer est à la base de toute démarche artistique, la plus solitaire comme la plus solidaire. La communication est l'essence, la fonction et la finalité ultime de l'art et de l'engagement culturel.

Les artistes possèdent des antennes qui leur permettent de capter les ondes qui tissent le monde dans lequel ils vivent. Ils décodent ensuite ce qu'ils reçoivent pour se livrer à un travail d'interprétation, de transposition, de distorsion parfois, qui les conduit à la création d'univers qu'ils voudront faire connaître à d'autres êtres humains.

En inventant des fragments d'une histoire imaginée, ils cherchent des mots, des images, des sons, des mouvements ou des attitudes pour nous interpeller, nous émouvoir, nous déranger, nous déstabiliser ou nous ensorceler. Toujours une même préoccupation : communiquer, même quand il s'agit d'illustrer la douloureuse difficulté de communiquer.

Au cœur du cœur de l'élaboration de toute aventure culturelle, il y a l'art dont le moteur est cette irrépressible volonté de communiquer avec ses contemporains. Cette affirmation n'implique pas que tous les artistes sont des communicateurs, nous le savons, nous l'acceptons et nous défendons le droit à la distanciation pour les artistes qui en éprouvent l'impérieux besoin.

Puisque le travail de l'artiste recèle de cette volonté de communiquer qu'il lui arrive parfois de gommer ou même de nier, il faut la mettre en lumière, l'organiser, la matérialiser, l'opérationnaliser.

Et c'est là qu'entrent en scène les médiateurs culturels, les passeurs de sens qui sont encore trop peu nombreux dans nos sociétés surchargées d'information et de significations sans conséquence ni connexions internes.

Je pense que ces médiateurs peuvent être, notamment, les travailleurs culturels, qu'ils soient des gestionnaires, des bibliothécaires, des gens de communication, des animateurs culturels ou des diffuseurs.

D'ailleurs, dès les débuts des Journées de la culture, nous avons interpellé les artistes et leur entourage, c'est-à-dire celles et ceux qui pouvaient devenir les médiateurs culturels dont le Québec avait un urgent besoin.

En évoquant les contours de ce qui allait devenir les Journées de la culture, nous proposons de ne pas nous en tenir strictement à ce qu'on désignait déjà comme le développement de public.

En 1997, nous avons fait le choix délibéré de remettre à l'ordre du jour l'idéal de la démocratisation culturelle, idéal alors passablement balayé sous le tapis sous prétexte de poursuite de l'excellence et de faillite des tentatives d'élargir les publics pour les manifestations artistiques plus pointues.

Évidemment, nous ramenions à l'avant-plan la nécessité d'un travail rarement glorieux, toujours inachevé et sans cesse à recommencer. Comme le disait un intervenant cité dans un article paru dans le journal Le Monde il y a quelques années : « Le travail de proximité est épuisant. On ne peut rien capitaliser, il faut toujours recommencer - d'où les échecs qui succèdent aux succès ».

Au Québec, il ne manquait pas d'intellectuels et de fonctionnaires pour nous rappeler que trente années d'initiatives de démocratisation culturelle n'avaient pas réussi à positionner les arts et la culture comme des éléments essentiels de notre développement individuel et collectif.

Mais qu'à cela ne tienne, il nous semblait essentiel de ranimer l'idéal de la démocratisation pour éviter que se creuse davantage le fossé entre l'art apprécié d'un petit nombre et l'immense majorité des citoyens qui n'ose plus s'approcher de la table du banquet culturel que dressent tous les jours nos artistes.

Mais le contexte général ne se prêtait pas vraiment au déploiement d'une telle stratégie basée sur la générosité et l'altruisme social. Alors qu'on prenait conscience de l'ampleur de la crise des finances publiques, on remettait en question les subventions de l'état non seulement dans le domaine de la culture mais aussi dans le domaine de l'éducation. La crise de l'emploi sévissait et on ne pouvait que constater l'accentuation des exclusions sociales.

Aussi, quand le premier ministre Bouchard a annoncé, au printemps 96, la tenue d'un Sommet destiné à définir les priorités de l'état alors que le déficit zéro serait en toile de fonds des débats, nous nous sommes dit qu'il fallait profiter d'un tel forum pour étayer ce qui allait devenir la plate-forme des Journées de la culture.

Évidemment, la culture n'était pas à l'ordre du jour de ce Sommet. Les temps changent assez peu comme vous voyez puisque le gouvernement Charest vient de conclure son Forum des générations en créant une kyrielle de comités de travail dont aucun n'a comme thème la culture. Encore une fois donc, il a fallu trouver la brèche dans le mur de l'utilitarisme gouvernemental, la porte dérobée. Et c'est grâce au Chantier de l'économie sociale, que nous avons pu présenter le projet de créer les Journées de la culture.

Nous proposons alors de renouveler le modèle de démocratisation culturelle reposant uniquement sur la responsabilité de l'État et de ses ministères comme ceux de la Culture et de l'Éducation.

Nous avançons l'idée, somme toute assez simple, que les artistes et les travailleurs de la culture avaient tout intérêt à investir l'espace public dans un mouvement volontaire et militant en devenant les initiateurs et les producteurs d'une vaste opération d'éducation culturelle visant à favoriser l'appropriation de la culture par les citoyens.

Les artistes et les travailleurs culturels seraient donc au cœur d'une action citoyenne et deviendraient, à l'occasion des Journées de la culture, les nouveaux médiateurs entre les arts, la culture et la population.

Nous voulions que cette opération concertée du milieu culturel soit soutenue par l'État (comme partie intégrale de sa mission culturelle) mais aussi par les autres secteurs d'activités dont le milieu de l'éducation, le monde des affaires et le monde municipal.

En 1996, la proposition étonnait, surprenait. Elle suscitait souvent d'âpres débats notamment sur le fait que ce mouvement ne pouvait, initialement, que reposer sur l'engagement volontaire des organisations culturelles, des artistes, des artisans et des travailleurs culturels répartis sur tout le territoire du Québec. Alors que nous étions convaincus que les artistes devaient être mieux rémunérés à l'année longue, nous étions confrontés par la réalité immédiate : il fallait initier un mouvement et comme à chaque fois que ça se pose dans l'histoire, il fallait compter sur la volonté d'interagir, de communiquer. Il fallait affirmer des ambitions, quitte à trouver par la suite les moyens de ces ambitions. Ce qui s'est fait.

Mais au-delà de la préoccupation réelle de la rémunération des artistes et des professionnels qui participent aux Journées, il y avait, et il y a toujours une volonté d'engagement, de décision volontaire, de valorisation de la générosité.

Nous soutenions, et nous le soutenons toujours, que cette attitude d'engagement est indissociable du propos et des idées à la base des Journées. Elle nous donne une force et un pouvoir de persuasion plus importants encore parce que justement le geste est posé par des gens, des organismes et des instances qui choisissent librement de le faire, qui agissent par conviction et par solidarité envers leurs concitoyens.

Mais pour illustrer les enjeux du travail de démocratisation culturelle auquel les Journées de la culture veulent contribuer j'aimerais citer la co-présidente des Arts et la Ville, madame Lise Bissonnette qui écrivait en 1999, en préface d'un livre polémique de Raymond Cloutier portant sur les débats au sein du milieu théâtral à propos des enjeux de démocratisation culturelle : « Le pire n'est pas là. Il est dans le sentiment que tout a été essayé, que l'élargissement du public est une illusion, que le souci de démocratisation culturelle entraîne nécessairement, comme le veut le cliché, un nivellement par le bas. Comment ne pas désespérer, en effet, quand on entend ou lit des choses pareilles dans un milieu dont presque tous les artisans sont issus de classes sociales modestes et ont eu accès à leur bonheur de théâtre parce que quelqu'un, un jour, dans une école, dans un sous-sol d'église, dans une tournée, dans un texte, a fait un effort pour leur tendre la main, pour les atteindre et faire

naître l'étincelle. La démocratisation de la culture est un rêve de justice, Et, comme la justice, elle est inatteignable mais il est défendu de renoncer à y travailler... »

Le travail de démocratisation est à la culture ce que l'alphabétisation est à l'éducation.

Les Journées de la culture sont faites de milliers d'interactions à l'échelle humaine. Elles ne ressemblent pas à un festival, ni dans leur esprit, ni dans leur morphologie. Sociologiquement, elle relève davantage de l'idée de la corvée, de ces mouvements dictés par le besoin et par l'urgence qui mobilisent les meilleures énergies et les meilleures intelligences pour atteindre un objectif partagé.

À chaque année depuis 8 ans, le dernier week-end de septembre, des centaines d'institutions culturelles et d'ateliers d'artistes ouvrent leurs portes pour donner un accès privilégié aux simples citoyens qui peuvent apercevoir et apprécier davantage les processus de formation, de création, de production et de diffusion culturelle professionnels, notamment en y projetant leur propre curiosité, leur capacité d'émerveillement, leur volonté de créer et leur besoin de participer et de s'identifier à l'aventure culturelle.

Accompagné d'un travail continu de sensibilisation et d'éducation dirigé à l'endroit du milieu culturel professionnel et des milieux gouvernementaux et municipaux, ce mouvement des Journées de la culture revêt les contours d'une opération concertée qui vise à changer la dynamique entre les **professionnels** qui créent, produisent et programment et les **citoyens** qui aspirent à être autre chose que des consommateurs passifs ou des rejetés du système culturel.

Ainsi durant les Journées de la culture, élus, artistes, créateurs et leurs concitoyens se coalisent pour affirmer l'importance de la culture dans notre société. Une action concrète où chacun devient un acteur dynamique dans la création et la protection de la vie culturelle de son milieu.

Les Journées ont un effet multiplicateur. De nombreuses initiatives s'inscrivent dans leur sillage, dans leur mouvance. Parfois de façon explicite, parfois sans qu'on le souligne ou même qu'on le réalise. Une nouvelle attitude se répand et elle trouve même des échos dans les programmes de subvention comme c'est le cas du programme Les artistes et la communauté au CAC.

Je participais en fin de semaine dernière à l'événement Les donneurs, les écrivains dans la ville à Joliette. L'événement propose, durant trois jours, de multiples activités littéraires : lancements de livre, expositions, récitals, conférences. Mais ce qui a retenu mon intérêt ce sont les foyers d'écriture publique installés dans les commerces de la ville et à l'occasion desquels des écrivains professionnels mettent leur plume au service des citoyens qui ont envie de faire écrire leur histoire, leur cartes de vœux, leur lettre d'amour ou leur demande de subvention. L'idée de départ n'est pas nouvelle mais elle est toujours percutante. D'ailleurs, la bibliothèque centrale de Montréal, en collaboration avec l'Union des écrivaines et écrivains québécois, l'avait expérimentée il y a quelques années durant les Journées de la culture. À la base de ce modèle d'activité, on retrouve justement la volonté d'interaction.

En évoquant l'exemple de Joliette, je veux rappeler que les Journées de la culture ont été, en quelque sorte, les premiers millilitres d'eau dont on s'est servi pour amorcer une pompe qui tourne de plus en plus vite et qui, souhaitons-le, irriguera tout le Québec d'idées et d'actions concertées en faveur d'une vie artistique et culturelle démocratisée.

L'influence des Journées ne vient pas de la campagne de communication qu'elles déploient chaque année, si importante soit-elle, mais bien davantage de l'engagement renouvelé d'artistes et de travailleurs culturels allumés et créatifs qui oeuvrent dans les régions, à Québec ou à Montréal.

Je suis de plus en plus consciente de l'importance d'expliquer la plate-forme idéologique des Journées pour qu'elles ne soient pas réduites à une opération de communication. Les Journées procèdent d'une puissante volonté de communiquer, de cette volonté authentique qui anime les artistes et ceux et celles qui choisissent de faire carrière dans le milieu culturel et, en ce sens, elles ne sont pas une opération de communication envers des consommateurs, elles sont un mouvement de communication avec les citoyens.

Dès les premiers balbutiements des Journées, nous répétions qu'il ne fallait pas qu'elles constituent une occasion isolée dans l'année pour le milieu culturel ou pour les gouvernements ou les villes de se donner bonne conscience en matière de démocratisation de la culture.

Nous pressentions que les Journées de la culture seraient une réussite dans la mesure où elles permettraient un développement durable en matière de démocratisation culturelle. Nous voulions qu'elles suscitent et entretiennent des réflexions sur les orientations et les pratiques visant à ancrer davantage la culture et les organismes et les entreprises culturelles dans leur communauté (accès, politiques tarifaires, rôle éducatif, développement de publics, etc.) et ce partout sur le territoire du Québec.

De plus en plus, les Journées fournissent un prétexte utile aux participants pour développer des interactions nouvelles, et jusque là difficilement envisageables, avec d'autres secteurs, que ce soit celui des affaires, de l'éducation ou de la santé.

Il reste beaucoup à faire pour briser les silos, pour abattre les murs mais des avancées se profilent. Je donnerais en exemple l'expérience de la Chambre de commerce de Montréal qui s'est associée avec un de ses membres, la société Pratt and Whitney et le groupe des Femmeuses pour transformer ses bureaux en galerie d'art temporaire. Selon les employés de la Chambre, ce contact impromptu avec des artistes et des visiteurs sur leur lieu de travail a été à la fois facile et captivant. L'expérience sera sans doute répétée et améliorée.

D'ailleurs je veux conclure avec cette idée de répétition et d'amélioration.

En effet, les Journées ont déjà une histoire. J'entends chaque année des organisateurs d'événements tirer des leçons de ce qu'ils viennent tout juste de réaliser avec l'intention de revenir à la charge avec de nouvelles idées. Je suis moi-même témoin de l'évolution de ces Journées dans certaines municipalités ou dans des organisations qui choisissent de ne pas

répéter intégralement ce qui a marché mais d'approfondir leur démarche. C'est dans cette dynamique que repose le succès des stratégies de développement culturel.

Nous sommes partis d'une idée aussi généreuse que simple qui s'inspirait de l'idéologie de la démocratisation de la culture telle qu'élaborée par André Malraux et adaptée depuis plus de trente ans par quantité de penseurs et de praticiens en Europe et ici. Nous partions du désir de communiquer que nous décelions au sein des milieux culturels. Nous avons fait un bout de chemin, parfois cahoteux et tortueux, qui nous a inscrit dans des centaines de municipalités et dans des lieux qui ne nous étaient pas spontanément ouverts mais maintenant, il faudra dépasser cette dynamique qui consiste à aller vers l'autre même si elle est loin d'être épuisée. Passer de la volonté de communiquer à l'interaction, c'est passer de la démarche d'inclusion à la démarche de participation à l'occasion de laquelle le citoyen est interpellé comme partie prenante d'un processus de création culturelle comme c'est le cas dans un certain nombre de laboratoire comme celui que constitue la Tohu ou ceux que constituent les opérations de sauvegarde du Patrimoine comme à Rivière du Loup, à Lévis ou à Alma où c'est l'interaction entre les spécialistes et les citoyens qui changent les choses.

Évidemment, il faudra investir beaucoup plus de ressources humaines et financières pour franchir l'étape qui permettra de passer de la démocratisation de la culture à la culture démocratique et démocratisée.

Il faudra aussi que le mouvement initié par les Journées s'étende, s'ancre et se décline à l'année longue de sorte que les Journées elles-mêmes soient toujours un moment fort pour célébrer ce qui se fait et préfigurer ce qui devra se faire en matière d'interaction culturelle.

C'est ce qui mijote dans nos têtes et dans nos cœurs par les temps qui courent.

Merci.